

nues peuvent demeurer enfouies, parce qu'elles sont hors d'atteinte économique à l'heure actuelle où les prix payés aux producteurs sont infiniment bas.

Ce progrès n'a pas eu lieu, monsieur l'Orateur. Le Canada pourrait faire beaucoup plus pour aider ceux qui cherchent à trouver et à mettre en valeur cette ressource naturelle d'une importance vitale pour nous.

Lorsque j'ai demandé aujourd'hui au ministre combien avait coûté le programme de publicité que le gouvernement a lancé pour promouvoir la conservation de cette ressource naturelle au cours du dernier mois, celui-ci a répondu un peu plus de \$700,000. Je ne suis toujours pas certain des intentions du gouvernement, mais je voudrais bien savoir pourquoi nous dépensons \$700,000 en publicité pour inciter les gens à conserver cette ressource naturelle, quand les prix ne cessent de grimper. Ils n'ont pas besoin qu'on le leur dise. Ne vaudrait-il pas mieux consacrer ces \$700,000 à des installations de recherche et nous efforcer de mieux utiliser le gaz et le pétrole que nous avons? Je ne vois pas à quoi peut bien servir cette campagne publicitaire dans 44 journaux de l'Ontario et 14 du Québec. Sauf erreur, le Québec compte à peu près six millions d'habitants et l'Ontario sept millions et demi—les Ontariens comprennent peut-être plus difficilement. Le ministre doit expliquer l'objet de cette campagne. Les gens conservent déjà l'énergie mais le gouvernement n'utilise pas cet argent de la manière optimale.

Un des ministères fédéraux fait déjà une campagne «Pourquoi pas?». Peut-être le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources devrait entreprendre une campagne «Pourquoi? Pourquoi avons-nous besoin de Pétro-Canada? Pourquoi ne pas se lancer dans les domaines où il faut faire de la recherche et du développement? Selon le directeur de Syncrude la difficulté majeure tient au fait que nous n'avons pas l'aptitude technique nécessaire pour réaliser le projet Syncrude. Le gouvernement pourrait certes contribuer à la formation des spécialistes nécessaires.

Le ministre sait-il ce que c'est que d'essayer d'obtenir des concessions pour pouvoir forer à la recherche de pétrole et de gaz? Croit-il qu'il y aura beaucoup de particuliers qui parcoureront le pas pour obtenir des concessions qui ont déjà été accordées aux sociétés pétrolières? Va-t-il essayer d'envoyer des équipes sismiques à la recherche de pétrole? Va-t-il charger des équipes de forage de creuser aux endroits indiqués par les équipes sismiques? Va-t-il engager des gens pour faire le remblayage des terrains et en envoyer d'autres tout niveler par la suite, quand les puits seront secs? Le ministre devrait, selon moi, se rendre compte de ce qu'il fait en créant Pétro-Canada. A mon avis, ce projet est une grave erreur, car il y a tant d'autres domaines où il pourrait faire œuvre plus utile, en cherchant, par exemple, des moyens d'extraire le pétrole de source traditionnelle et autres que nous possédons.

● (2020)

L'extraction du pétrole des sables bitumineux nous pose certes des problèmes. Syncrude connaît des difficultés. Nous possédons d'énormes quantités de pétrole dans les sables bitumineux et nous devons inventer des techniques adéquates pour les extraire. La même chose s'applique au pétrole ordinaire. On me dit que dans certains cas seulement 30 p. 100 du pétrole ont été récupérés. Monsieur l'Orateur, le gouvernement peut donc jouer un rôle utile de nombreuses manières. Il peut nous aider à trouver de nouveaux moyens d'exploiter les ressources pétrolières du Canada. Selon moi, c'est une honte nationale que le minis-

*Pétro-Canada—Loi*

tre de l'Énergie, des Mines et des Ressources nous mène à une catastrophe qui aura des conséquences désastreuses pour tous les Canadiens.

**M. Ron Huntington (Capilano):** Monsieur l'Orateur, j'ai grand-peine à comprendre le bill C-8. Je ne peux absolument pas l'appuyer. Je prends la parole ce soir pour exprimer la profonde préoccupation qu'il me cause.

Lorsque les stimulants ne suffisent pas à amener l'industrie privée à faire ce que nous voulons qu'elle fasse dans un domaine, alors, j'en conviens, l'État doit intervenir et créer une société de la Couronne pour combler la lacune. Mais ce n'est pas le cas au Canada, surtout pas dans l'industrie dont nous parlons. Le ministre lui-même a reconnu que cette industrie a fait preuve d'une grande ingéniosité et de grandes capacités dans l'exploration et la mise en valeur de nos ressources. Le gouvernement lui-même, par ses mesures fiscales, a enlevé à l'industrie privée son rôle dans la prise de décisions et a supprimé les stimulants qui favorisent la prospérité de l'industrie et qui ont permis l'exploitation de nos ressources et la constitution de nos réserves énergétiques.

Étant donné la façon dont le présent gouvernement a agi depuis 1968, que peut-on prévoir d'autre que le chaos, particulièrement quand la libre entreprise est entravée dans sa prise de décision. C'est là, bien sûr, la véritable cause de la crise de l'énergie au Canada. L'affrontement du gouvernement fédéral et des provinces pétrolières, l'imposition de dogmes socialistes en matière de législation et d'assiette fiscales, la modification de la réglementation en cours de route et la suppression des encouragements accordés au secteur privé ont tout fait pour rendre impossible à l'industrie privée de répondre aux besoins d'exploration et de développement des ressources de notre grand pays. De plus, le refus du gouvernement d'agir de façon réfléchie devant l'inflation qui afflige le Canada a eu pour effet d'éponger l'épargne personnelle et les capitaux privés au point où l'investisseur a perdu toute confiance. La chose s'applique aux marchés de capitaux tant nationaux qu'étrangers.

Le gouvernement a tout fait pour rendre impossible à nos gens de produire des capitaux grâce auxquels les Canadiens pourraient développer et posséder une juste part de leur propre industrie des ressources. Monsieur l'Orateur, le gouvernement au Canada perçoit 55 p. 100 de toutes les recettes après déduction des dépenses, avant qu'une société canadienne puisse produire un dollar de capital neuf. Je doute qu'il y ait un seul autre pays où il soit aussi onéreux de produire du capital qu'au Canada.

Lorsqu'une société canadienne veut vendre ses produits au Canada, nous la protégeons grâce à des droits tarifaires. Et, en même temps, le gouvernement rend très onéreux de produire au Canada un dollar de capital neuf. La production de ce capital neuf est si onéreuse que les industries qui ont besoin de risquer l'investissement de capitaux trouvent difficile d'obtenir des capitaux canadiens. Le gouvernement a découragé les contribuables de risquer l'investissement de ces précieux et onéreux dollars de capital neuf produit au Canada.

Que le ministre compare le coût d'un forage réalisé au Canada grâce à des capitaux américains à celui d'une opération semblable à risques égaux, réalisée grâce à des capitaux canadiens. Pas étonnant que 90 p. 100 des ressources énergétiques du Canada appartiennent à des étrangers. A quoi riment les politiques actuelles du gouvernement, étant donné que d'ici la fin du siècle nous